

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants des résultats financiers de juin 1998

Excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars en juin 1998

Un excédent budgétaire de 2,7 milliards de dollars a été enregistré en juin 1998, ce qui correspond aux estimations retraitées pour juin 1997. La légère hausse des recettes budgétaires et la baisse des dépenses de programmes ont été compensées par une augmentation des frais de la dette publique.

Pour ce qui est des recettes budgétaires, la hausse des rentrées d'impôt sur le bénéficiaire des sociétés et des autres impôts sur le revenu, conjuguée à une augmentation des recettes au titre des droits et taxes d'accise, a été largement compensée par une diminution des recettes attribuables aux autres composantes. Quant aux dépenses de programmes, la baisse des prestations d'assurance-emploi, des subventions et des autres paiements de transfert a plus que compensé la hausse des prestations aux personnes âgées, des versements aux sociétés d'État ainsi que des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital des ministères. L'augmentation des frais de la dette publique est attribuable à la hausse des taux d'intérêt effectifs moyens, ce qui reflète l'évolution de la structure de la dette publique portant intérêt.

Excédent budgétaire de 5,7 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

Pour les trois premiers mois de l'exercice 1998-99 (d'avril à juin), l'excédent budgétaire a été estimé à 5,7 milliards de dollars, en hausse de 1,6 milliard par rapport à l'excédent de 4,1 milliards estimé pour la même période de l'exercice précédent. Cette augmentation est surtout attribuable à la vigueur soutenue de l'économie. Les recettes budgétaires sont en hausse de 1,8 milliard (4,9 p. 100). Les dépenses de programmes ont baissé de 0,1 milliard (0,4 p. 100). À l'opposé, les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard (3 p. 100).

Excédent financier de 5,8 milliards de dollars depuis le début de l'exercice

L'excédent financier s'est établi à 5,8 milliards de dollars pour les trois premiers mois de l'exercice 1998-99, comparativement à un excédent de 0,6 milliard au cours de la même période de l'exercice précédent. Cette hausse de 5,2 milliards d'une année sur l'autre est attribuable aux opérations de change (ressources nettes de 2,6 milliards), à l'augmentation du solde budgétaire (1,6 milliard) et à une baisse au titre des opérations non budgétaires (1,0 milliard).

Du fait de cet excédent financier et de la réduction de 4,0 milliards de dollars de son encaisse, le gouvernement a remboursé une tranche de 9,8 milliards de sa dette contractée sur les marchés au cours des trois premiers mois de 1998-99.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	juin		d'avril à juin	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 861	13 927	36 951	38 779
Dépenses de programmes	-7 807	-7 761	-22 646	-22 548
Solde de fonctionnement	6 054	6 166	14 305	16 231
Frais de la dette publique	-3 367	-3 464	-10 207	-10 510
Déficit ou excédent	2 687	2 702	4 098	5 721
Opérations non budgétaires	-3 196	-3 930	-4 581	-3 597
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-509	-1 228	-483	2 124
Opérations de change	-844	1 163	1 048	3 629
Total des besoins financiers ou excédent	-1 353	-65	565	5 753
Opérations de la dette non échue	2 360	1 469	-5 957	-9 770
Variation de l'encaisse	1 007	1 404	-5 392	-4 017

Remarque : Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins financiers nets.

Recettes budgétaires en hausse de 1,8 milliard de dollars d'avril à juin 1998

D'avril à juin 1998, les recettes budgétaires ont enregistré une hausse de 1,8 milliard de dollars (4,9 p. 100) par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique principalement par le dynamisme durable de l'économie.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 1,3 milliard de dollars, soit 7,3 p. 100, ce qui est dû à la hausse des montants d'impôt payés à la déclaration, par suite de la forte croissance du revenu au cours de l'année d'imposition 1997 et des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi, un plus grand nombre de personnes ayant un emploi. Ces résultats ont été contrebalancés en partie par la hausse des remboursements au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 1997, étant donné que le nombre de déclarations qui avaient été traitées à la fin

de juin 1998 était passablement plus élevé qu'à la fin de la même période l'exercice précédent. Cette remarque est particulièrement juste pour juin 1998 puisque, ce mois-là, les remboursements plus élevés ont entraîné une diminution des sommes nettes perçues.

- Les rentrées d'impôt sur les bénéfices des sociétés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou 16,8 p. 100, en raison d'une baisse des remboursements et du niveau persistant des bénéfices des sociétés dans certains secteurs de l'économie. De plus, une partie de la hausse s'explique par les procédures de versements d'impôt mensuels par les sociétés. Celles-ci sont tenues de verser des acomptes mensuels, calculés soit sur l'impôt qu'elles ont versé l'exercice précédent, soit sur l'impôt estimatif qu'elles auront à payer pour l'exercice en cours. Les sociétés disposent de 60 jours après leur date de fin d'exercice pour verser l'impôt qu'elles doivent encore. Ces versements représentent plus de 30 p. 100 des rentrées d'impôt sur les bénéfices des sociétés au cours

Tableau 2

Recettes budgétaires

	juin		d'avril à juin		Variation
	1997	1998	1997-98	1998-99	
	(en millions de dollars)				(%)
Impôt sur le revenu					
Impôt sur le revenu des particuliers	6 635	6 562	17 763	19 065	7,3
Impôt sur le revenu des sociétés	1 578	1 831	4 038	4 716	16,8
Autres	154	184	574	613	6,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 367	8 577	22 375	24 394	9,0
Cotisations d'assurance-emploi	1 862	1 775	5 564	5 318	-4,4
Taxes et droits d'accise					
Taxe sur les produits et services	1 987	2 050	4 814	5 097	5,9
Droits de douane à l'importation	109	185	488	504	3,3
Autres taxes et droits d'accise	816	804	2 157	2 118	-1,8
Total des taxes et droits d'accise	2 912	3 039	7 459	7 719	3,5
Total des recettes fiscales	13 141	13 391	35 398	37 431	5,7
Recettes non fiscales	720	536	1 553	1 348	-13,2
Total des recettes budgétaires	13 861	13 927	36 951	38 779	4,9

des mois de février et de mars. Les acomptes mensuels applicables à l'année 1997 ont été en grande partie calculés d'après l'impôt payé par les sociétés en 1996. Or, l'impôt payé en 1997 était sensiblement plus élevé qu'en 1996, étant donné que les sommes perçues au cours de la période de règlement (février et mars 1998) étaient de près de 30 p. 100 supérieures à celles perçues au cours de la période de règlement pour 1996. Il s'ensuit que les versements d'acomptes pour 1997 reflétaient une sous-évaluation de l'impôt effectivement payable pour l'année. Les acomptes pour 1998 ont été haussés en conséquence, ce qui explique en partie la hausse des perceptions nettes observée.

- Les recettes des cotisations d'assurance-emploi ont baissé de 0,2 milliard de dollars, soit 4,4 p. 100. Cela s'explique par la baisse du taux de cotisation. Le taux de cotisation des employés pour 1998 est de 2,70 dollars par tranche de 100 dollars de gains assurables,

contre 2,90 dollars en 1997 (le taux payable par les employeurs fait l'objet d'une baisse comparable).

- Les rentrées nettes de TPS ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 5,9 p. 100, ce qui correspond à la croissance des dépenses de consommation assujetties à la taxe.
- Les droits de douane à l'importation ont légèrement augmenté, la hausse des importations faisant plus que compenser l'incidence des réductions tarifaires. Les droits et taxes d'accise sont en légère baisse, en raison surtout de la réduction, à compter du 1^{er} janvier 1998, de la taxe sur le transport aérien.
- Les recettes non fiscales, qui comprennent le rendement des placements et d'autres recettes comme les droits et le produit d'opérations de vente, sont en baisse de 0,2 milliard de dollars, ou 13,2 p. 100. Cette composante varie de façon inconstante, selon le moment où les recettes sont perçues.

Légère baisse des dépenses de programmes d'avril à juin 1998

Les dépenses de programmes ont diminué de 0,1 milliard de dollars (0,4 p. 100) d'avril à juin 1998, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette baisse est en grande partie imputable aux dépenses de programmes directes, dénotant l'incidence des réductions effectuées dans le cadre de l'Examen des programmes et annoncées dans le budget de 1996.

Les principaux transferts aux personnes sont restés à peu près inchangés, la baisse des prestations d'assurance-emploi étant largement compensée par la hausse des prestations aux personnes âgées.

- La hausse des prestations aux personnes âgées découle de l'augmentation à la fois du nombre de personnes ayant droit aux prestations et du montant moyen des prestations, qui sont indexées en fonction de l'inflation.
- La baisse des versements de prestations d'assurance-emploi tient surtout à la diminution du nombre de prestataires, conséquence d'un recul du nombre de chômeurs.

Les principaux transferts aux autres paliers de gouvernement ont enregistré une baisse légère, uniquement en raison des recouvrements en vertu des paiements de remplacement au titre des programmes permanents.

- Les transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) sont demeurés inchangés, étant donné que la législation actuelle empêche ce montant de descendre sous la barre des 12,5 milliards de dollars par exercice de 1997-98 à 2002-03. Cependant, le TCSPS est constitué à la fois d'une composante en espèces et d'une composante en points d'impôt. Du fait du plancher applicable aux transferts en espèces et de l'augmentation de la valeur des transferts de points d'impôt, il y a hausse des transferts totaux au titre du TCSPS.
- Les transferts fiscaux, constitués d'abord par les paiements effectués en vertu du programme de péréquation et par les transferts aux territoires, n'ont à peu près pas changé par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les dépenses de programmes directes, c'est-à-dire les dépenses de programmes moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres paliers de gouvernement, ont diminué de 0,1 milliard d'avril à juin 1998, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette composante englobe les subventions et les autres paiements de transfert, les paiements aux sociétés d'État ainsi que les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital du gouvernement, y compris la défense. Les variations de cette composante sont associées au moment où les paiements sont effectués ainsi qu'à l'incidence des réductions effectuées dans le cadre de l'Examen des programmes et annoncées dans le budget de 1996.

Hausse de 0,3 milliard de dollars des frais de la dette publique d'avril à juin 1998

La hausse des frais de la dette publique est due principalement à une légère augmentation des taux d'intérêt effectifs moyens, à la suite de l'évolution de la structure de la dette publique portant intérêt. Même si l'encours de la dette contractée sur les marchés (dette non échue) était moins élevé à la fin de juin 1998 qu'à la même date l'an dernier, l'encours de la dette portant intérêt était essentiellement le même, en raison des obligations du gouvernement envers les régimes de pension de la fonction publique. Ces obligations portent des intérêts aux taux des obligations à long terme du gouvernement du Canada.

Excédent financier de 5,8 milliards de dollars d'avril à juin 1998

Les besoins financiers ou l'excédent financier mesurent la différence entre les rentrées et les sorties de fonds du gouvernement. L'excédent financier diffère de l'excédent budgétaire, puisqu'il comprend les prêts, les placements et les avances, les opérations sur comptes de pension des fonctionnaires fédéraux et autres comptes à fins déterminées, ainsi que l'évolution des autres éléments d'actif et de passif financiers. Ces opérations sont comprises dans les opérations non budgétaires. De plus, l'excédent budgétaire est déterminé en grande partie selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les chiffres sur les opérations non budgétaires reflètent aussi le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse.

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	juin		d'avril à juin		Variation
	1997	1998	1997-98	1998-99	
(en millions de dollars)					(%)
Paiements de transfert					
Particuliers					
Prestations aux aînés	1 853	1 868	5 470	5 567	1,8
Prestations d'assurance-emploi	846	804	2 914	2 799	-3,9
Total	2 699	2 672	8 384	8 366	-0,2
Autres administrations					
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 042	1 042	3 125	3 125	0,0
Transferts fiscaux	776	776	2 311	2 315	0,2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-178	-186	-533	-560	5,1
Total	1 640	1 632	4 903	4 880	-0,5
Dépenses directes de programmes					
Subventions et autres transferts					
Agriculture	59	42	75	56	-25,3
Affaires étrangères	164	98	348	263	-24,4
Santé	66	94	197	239	21,3
Développement des ressources humaines	211	208	403	436	8,2
Affaires indiennes et du Nord	313	312	1 288	1 306	1,4
Industrie et développement régional	104	105	267	238	-10,9
Anciens combattants	114	112	342	339	-0,9
Autres	234	144	619	502	-18,9
Total	1 265	1 115	3 539	3 379	-4,5
Paiements aux sociétés d'État					
Société Radio-Canada	66	60	249	230	-7,6
Société canadienne d'hypothèques et de logement	115	157	364	457	25,5
Autres	86	70	292	244	-16,4
Total	267	287	905	931	2,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital					
Défense	683	679	1 658	1 583	-4,5
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 253	1 376	3 257	3 409	4,7
Total	1 936	2 055	4 915	4 992	1,6
Total des dépenses directes de programmes	3 468	3 457	9 359	9 302	-0,6
Total des dépenses de programmes	7 807	7 761	22 646	22 548	-0,4
Frais de la dette publique	3 367	3 464	10 207	10 510	3,0
Total des dépenses budgétaires	11 174	11 225	32 853	33 058	0,6
Poste pour mémoire :					
Total des transferts	5 604	5 419	16 826	16 625	-1,2

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et besoins financiers ou excédent

	juin		d'avril à juin	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Déficit(-) ou excédent(+)	2 687	2 702	4 098	5 721
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	-31	28	-74	155
Autres	-58	-190	7	15
Total	-89	-162	-67	170
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-35	-451	1 169	998
Comptes de pension de retraite	-126	591	792	1 642
Autres	-168	-21	-210	-45
Total	-329	119	1 751	2 595
Autres opérations	-2 778	-3 887	-6 265	-6 362
Total des opérations non budgétaires	-3 196	-3 930	-4 581	-3 597
Besoins financiers ou excédent (opérations de change exclues)	-509	-1 228	-483	2 124
Opérations de change	-844	1 163	1 048	3 629
Total des besoins financiers ou excédent	-1 353	-65	565	5 753

Tableau 5

Besoins financiers ou excédent et opérations de la dette non échue

	juin		d'avril à juin	
	1997	1998	1997-98	1998-99
	(en millions de dollars)			
Total des besoins financiers ou excédent	-1 353	-65	565	5 753
Opérations de la dette non échue				
Payable en dollars canadiens				
Obligations négociables	6 614	6 323	9 438	10 223
Obligations d'épargne du Canada	-340	-544	-927	-1 537
Bons du Trésor	-5 400	-4 500	-15 000	-17 600
Autres	450	1 001	447	1 056
Total partiel	1 324	2 280	-6 042	-7 858
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	106	93	362	272
Total	1 430	2 373	-5 680	-7 586
Payable en devises				
Obligations négociables	0	0	0	0
Billets et prêts	0	0	0	0
Bons du Canada	625	-123	-277	-1 403
Billets du Canada	305	-781		-781
Total	930	-904	-277	-2 1849
Total des opérations de la dette non échue	2 360	1 469	-5 957	-9 770
Variation de l'encaisse	1 007	1 404	-5 392	-4 017

Tableau 6

Encaisse, dette non échue et solde de la dette

	31 mars 1998	30 juin 1998
	(en millions de dollars)	
Encaisse en fin de période		
En dollars canadiens	10 243	6 269
En devises	49	2
Total de l'encaisse	10 292	6 271
Solde de la dette non échue		
Payable en dollars canadiens		
Obligations négociables	294 541	304 764
Bons du Trésor	112 300	94 700
Obligations d'épargne du Canada	30 593	29 056
Autres	3 456	4 512
Total partiel	440 890	433 032
Moins dette non échue détenue par le gouvernement	846	574
Total	440 044	432 458
Payable en devises		
Obligations négociables	15 869	15 869
Billets et prêts	0	0
Bons du Canada	9 420	8 018
Billets du Canada	1 624	843
Total	26 913	24 730
Total de la dette non échue	466 957	457 188

Les opérations non budgétaires se sont traduites par des besoins nets de 3,6 milliards de dollars d'avril à juin 1998, contre des besoins nets de 4,6 milliards d'avril à juin 1997. Cette baisse des besoins nets découle principalement de ressources plus élevées dans les comptes de pension de retraite.

Compte tenu d'un excédent budgétaire de 5,7 milliards de dollars et de besoins nets de 3,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, l'excédent financier, opérations de change exclues, se chiffre à 2,1 milliards pour le premier trimestre de 1998-99; lors du dernier exercice, on avait enregistré des besoins nets de 0,5 milliard pour la même période.

Le Compte du fonds des changes a pour objet de promouvoir l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. À cette fin, il achète des devises

(vend des dollars canadiens) lorsque la monnaie nationale subit des pressions à la hausse, et vice versa quand les pressions sont à la baisse. D'avril à juin 1998, les opérations de change se sont traduites par des ressources nettes de 3,6 milliards de dollars, contre 1,0 milliard durant la même période de l'exercice précédent.

Au total, l'excédent financier, y compris les opérations de change, s'est élevé à 5,8 milliards de dollars pour les trois premiers mois de l'exercice 1998-99, contre 0,6 milliard pour le premier trimestre de l'exercice 1997-98.

Toujours durant la période considérée, le gouvernement a remboursé 9,8 milliards de sa dette détenue sur les marchés, surtout des bons du Trésor.

La revue financière

Tableau 7

Compte de service et de réduction de la dette

	1991-92	1992-93	1993-94	1994-95	1995-96	1996-97
	(en millions de dollars)					
Recettes brutes de TPS	29 564	30 516	32 652	36 715	38 048	40 733
Moins :						
Remboursements	11 330	12 138	14 271	17 112	18 874	19 782
Crédit trimestriel aux contribuables à faibles revenus	2 262	2 503	2 685	2 816	2 799	2 872
Recettes nettes de TPS	15 168	14 868	15 696	16 787	16 374	18 079
Pénalités et intérêts perçus au titre de la TPS	19	71	90	129	135	159
Produits de la liquidation des participations dans les sociétés d'État et des actions de sociétés d'État	2	110			325	
Dons à l'État	0,4	0,1	0,2	0,5	0,3	0,3
Produits pour le Compte	15 190	15 050	15 786	16 916	16 835	18 238

Source : *Comptes publics du Canada* – 1997

Compte de service et de réduction de la dette

En juin 1991, le projet de loi instituant le Compte de service et de réduction de la dette a reçu la sanction royale. Ainsi, depuis le 1^{er} avril 1991, toutes les recettes perçues au titre de la taxe sur les produits et services, diminuées des crédits de taxe sur les intrants, des remboursements et du crédit aux personnes à faible revenu, de même que le produit net de la vente des sociétés d'État et les dons à l'État affectés à la réduction de la dette doivent, aux termes de la loi, être versés

directement à ce compte. Le solde de celui-ci ne peut servir qu'à acquitter les frais de service de la dette et, en dernier lieu, à la rembourser. Le Compte est vérifié chaque année par le vérificateur général du Canada. Dans ses observations sur les états financiers de 1996-97, le vérificateur général estime que le Compte n'est peut-être pas nécessaire, étant donné le concept fondamental du Trésor. Le gouvernement a fait part de son intention d'étudier la question.

